

« LA COOPÉRATION FRANCO-ALLEMANDE EST NÉCESSAIRE MAIS PAS SUFFISANTE »

Jacques Delors | *président fondateur de Notre Europe - Institut Jacques Delors*

Joschka Fischer | *ancien ministre fédéral allemand des Affaires étrangères*

Jacques Delors et Joschka Fischer s'expriment sur les relations étroites mais compliquées de leurs deux pays, qui fêtent cette semaine le cinquantenaire de leur amitié. Nous vous proposons la version française de cet entretien réalisé par Romain Leick et Mathieu von Rohr, et paru initialement dans *Der Spiegel*.

Mardi est célébré en grande pompe à Berlin le cinquantenaire du traité de l'Élysée, signé le 22 janvier 1963 par Konrad Adenauer et le Général de Gaulle. Ce traité d'amitié franco-allemande avait posé, après la guerre, la première pierre du rapprochement et par là même de l'unification européenne. Cet anniversaire tombe à une période durant laquelle les deux pays s'éloignent économiquement l'un de l'autre, durant laquelle la crise malmenne la relation politique et durant laquelle les témoignages d'amitié sonnent parfois creux. Durant cet entretien, deux responsables politiques ayant une longue expérience des deux pays confrontent leurs points de vue : Jacques Delors, 87 ans, à qui est revenu, en tant que président de la Commission européenne entre 1985 et 1995, la tâche de lancer les travaux préparatoires décisifs pour la mise en place de l'Union économique et monétaire ; et Joschka Fischer, 64 ans, qui s'était prononcé, en tant que ministre allemand des Affaires étrangères en faveur des « États-Unis d'Europe ». M. Fischer se trouvant à Washington et M. Delors à Paris, cet entretien s'est déroulé par vidéoconférence.

SPIEGEL : Monsieur Delors, la signature du traité de l'Élysée s'inscrit-elle comme un événement historique dans votre mémoire ?

J. Delors : L'accolade publique entre Charles de Gaulle et Konrad Adenauer exprimait une réaction passionnée, inhabituelle, et même unique dans les relations entre États. Mon père était revenu invalide à 90% de la Première guerre mondiale. La réconciliation avec l'Allemagne correspondait à son souhait profond d'un « plus jamais ça ! ». La dimension émotionnelle du traité de l'Élysée relève pour moi tout simplement de ce souhait. Mais ce processus avait commencé bien avant. L'un des moments les plus forts a été pour moi la déclaration du ministre des

Affaires étrangères Robert Schuman, le 9 mai 1950. Elle a conduit à la création de la CECA et a constitué la première pierre de la construction européenne.

SPIEGEL : Monsieur Fischer, qu'a signifié pour vous la réconciliation franco-allemande ?

J. Fischer : Les émotions sont encore très présentes pour moi. La visite du Général de Gaulle en Allemagne, son discours à Ludwigsburg, l'office commun avec Adenauer dans la cathédrale de Reims, l'embrassade au palais de l'Élysée, tout ceci a fait naître un sentiment d'enthousiasme exubérant. J'étais alors un écolier en culottes courtes, mais je l'avais ressenti comme le début d'un immense espoir. Plus tard, lorsque je me suis rendu pour la première fois en France, j'entrais dans un autre monde, c'était une révélation. Pas seulement politique mais aussi culinaire. Ma génération a été fortement marquée par cette expérience.

SPIEGEL : La France a-t-elle été pour la jeunesse allemande un lieu de nostalgie, le pays des rêves inassouvis ?

J. Fischer : Manger dans un bistrot français une côtelette d'agneau avec des haricots verts, ça change la manière de voir la vie ! Aujourd'hui, le quotidien se ressemble dans de nombreux pays de l'UE, mais à cette époque, c'était encore la rencontre entre des cultures très différentes.

SPIEGEL : Néanmoins, une grande partie du traité de l'Élysée n'a pas été mise en œuvre.

J. Delors : La signification symbolique est bien plus importante que son application concrète. Les rencontres

régulières entre le président français et le chancelier allemand, les ministres et les fonctionnaires prévues dans le traité ont une valeur inestimable : les deux pays doivent dialoguer, même dans les périodes difficiles. Le traité de l'Élysée a en outre été un vrai succès dans les domaines de la jeunesse et de la culture. En termes de politique étrangère et de défense, les progrès concrets se discutent.

SPIEGEL : La crise au Mali ne montre-t-elle pas que celle-ci ne fonctionne pas vraiment ?

J. Fischer : Il ne s'agit pas d'une question relevant du traité de l'Élysée mais d'une question qui s'adresse au gouvernement fédéral. Quelle politique étrangère menons-nous réellement ? Nous devrions soutenir la France. Ce soutien ne doit pas passer nécessairement par des troupes de combat, même si on ne sait pas comment les choses vont évoluer. Nous devrions toutefois essayer d'apporter une aide plus importante que celle constituant à affréter deux avions de transport. On ne peut pas dire que c'est une menace pour l'Europe qu'Al-Qaïda s'installe au Mali et ensuite laisser les autres faire le travail. La politique étrangère et de sécurité commune n'est visiblement pas dans les têtes d'une grande partie du gouvernement fédéral.

J. Delors : Je comprends la situation difficile, pour des raisons historiques, dans laquelle se trouve le gouvernement allemand. Mais je souhaite pouvoir connaître à nouveau une véritable coopération en matière de politique étrangère et de sécurité.

SPIEGEL: Voit-on réapparaître un nouvel incident ? L'idée que l'amitié est inébranlable n'est-elle pas un leurre pour cacher les fissures et n'empêche-t-elle pas les deux États de parler ouvertement des différences afin de les surmonter ?

J. Fischer : Nous sommes devenus une famille, et personne ne se dispute plus que des frères et sœurs. J'ai à quelques reprises surpris des conflits entre Jacques Chirac et Gerhard Schröder. Mais on se devait de s'expliquer, la rupture n'est tout simplement pas prévue.

J. Delors : Sinon, la famille ne survit pas.

SPIEGEL : Cela vaut-il aussi dans une mise à l'épreuve aussi existentielle que la crise de la zone euro ?

J. Fischer : Je suis convaincu que les relations entre la France et l'Allemagne sont actuellement présentées dans l'opinion publique comme plus tendues qu'elles ne le sont réellement. Une indécision, une pause, une divergence, il en existe à chaque changement de gouvernement, cela fait partie du changement démocratique. Mais une chose est vraie aujourd'hui : sans la coopération franco-allemande, l'Union européenne n'avancera pas, car les deux pays sont suffisamment forts pour bloquer toute avancée. Si les commémorations du cinquantenaire du traité de l'Élysée doivent avoir un sens, c'est celui-ci : mettre deux États face à leurs responsabilités. L'amitié sans la responsabilité ne vaut pas.

J. Delors : C'est pourquoi le traité de l'Élysée doit aussi être une sorte de reliquaire des souvenirs. On ne peut pas analyser le présent sans connaître le passé et en tirer des leçons. Dans le nouvel équilibre des puissances à l'échelle mondiale, l'Europe risque de perdre en influence ; et elle perdrait alors en prospérité. Je crains un déclin de l'Europe lorsque j'observe les défis lancés à l'Europe et sa faiblesse en matière de prise de décision.

SPIEGEL : Pensez-vous que les difficultés se soient accrues avec François Hollande et Angela Merkel ?

J. Delors : Il est trop tôt pour tirer un bilan, et je ne suis pas caché sous la table lorsqu'ils discutent ensemble. La tendance visant à rejeter la responsabilité sur l'autre est toutefois préoccupante. Les Français doivent comprendre qu'ils ne peuvent moderniser leur économie que par leurs propres forces. Les Allemands ne le feront pas pour eux. Inversement, cela ne sert à rien que les Allemands observent les faiblesses de la France avec dédain et d'un air réprobateur.

J. Fischer : Regardez plutôt l'évolution de l'attitude de Madame Merkel depuis le début de la crise financière et monétaire. Combien de lignes rouges a-t-elle tout d'abord tracées avant de finir par les franchir ? Et à l'inverse combien de concessions Nicolas Sarkozy lui a-t-il accordées, tant est si bien qu'il n'a pas été réélu, car il semblait suivre Angela Merkel comme un caniche ? Bail-out, union de transfert, Fonds de stabilité financière, gouvernement économique : autant de concepts initialement tabous en Allemagne mais qui ne sont plus du tout remis en question aujourd'hui ! Au cours des dernières années, nous avons fait des progrès en termes d'intégration que je n'aurais

pas crus possibles. Une gestion nationale de la crise ne permet pas d'atteindre cet objectif. Toutes les tentatives d'imposer une hégémonie allemande sont condamnées à l'échec, et nous ne nous rendons pas service.

SPIEGEL : Actuellement, l'Allemagne adresse surtout à la France des mises en garde pour qu'elle se réforme.

J. Fischer : En tant qu'Allemands, nous n'avons vraiment aucun intérêt à nous montrer arrogants à l'égard des autres. Avec l'Agenda 2010, nous n'avons fait que mettre en place plus tôt les réformes indispensables au marché du travail, et nous y avons été contraints à cause des conséquences de la réunification. Nos systèmes sociaux auraient sinon connu une grave crise. Mais les pays connaissant tous des hauts et des bas, nous ne serons pas toujours en tête. À moyen ou long terme, nous pouvons à nouveau nous retrouver à la traîne. Je conseille la modestie mais aussi, avant tout, d'abandonner tout simplement toute discussion arrogante.

SPIEGEL : Même l'ancien chancelier fédéral Gerhard Schröder a récemment exigé de la France des réformes.

J. Fischer : Si j'ai bien compris, il n'a fait qu'exprimer son opinion. Cela est son droit. Je n'ai aucun conseil à donner à la France. Je pense que le président Hollande, le gouvernement et une large part de l'opinion publique savent parfaitement ce qu'il faut faire. Dans un monde qui ne sera pas dominé par l'Europe mais par la Chine et les Etats-Unis, la compétitivité constitue l'alpha et l'omega.

J. Delors : Les immenses efforts des Allemands suite à la réunification ne sont pas suffisamment appréciés à leur juste valeur en France. Au contraire, on a parfois reproché à l'Allemagne d'augmenter sa propre compétitivité au détriment des autres partenaires. C'est absurde. L'Allemagne a fait ce qu'il était indispensable de faire et ainsi montré l'exemple.

SPIEGEL : La France est-elle aussi prête aujourd'hui à une telle mutation ?

J. Delors : Il le faut. Un pays ne peut plus être gouverné avec orgueil. Les « jeux de guerre » politiques et psychologiques avec l'Allemagne conduisent à l'impasse. Le temps de l'arrogance est révolu, chacun doit dépasser sa petite suffisance. Les deux gouvernements doivent veiller ensemble à ce que leurs peuples ne se détournent pas de l'Europe. Et à ce que les autres pays de l'UE, notamment ceux qui ne sont pas membres de la zone euro, n'aient pas

l'impression qu'ils se trouvent attelés derrière, dans un wagon en deuxième classe.

J. Fischer : Adenauer et de Gaulle ne se sont guère préoccupés des sondages d'opinion. Ils avaient une vision historique. Mon Dieu, quelles personnalités ils étaient ! Pourquoi les dirigeants actuels ne sont-ils pas en mesure d'être aussi visionnaires et de susciter l'enthousiasme ? Alors que d'autres puissances dans le monde avancent à grand pas, l'Europe ne peut pas se contenter de trotter.

SPIEGEL : Angela Merkel, après l'Union économique et monétaire, a réclamé une union politique pour l'Europe, ce qui fait l'objet d'une certaine réserve en France. Qu'en pensez-vous ?

J. Fischer : Je partage cette demande. Et je souhaiterais également une modification des traités mais, à 27 États, cela est illusoire de l'obtenir à brève échéance. Ce serait même dangereux car cela impliquerait l'organisation de référendums. Nous avons donc besoin d'une solution transitoire sous la forme d'un accord intergouvernemental, sur le modèle des accords Schengen.

J. Delors : La zone euro est inachevée. Je dis aux Français : vous ne voulez pas d'abandons de souveraineté ? Mais vous en avez consenti implicitement, avec le pacte budgétaire. Ce que nous avons obtenu ne suffit pas pour gouverner efficacement la zone euro. Les Français doivent comprendre qu'ils doivent s'asseoir avec les autres à la table des négociations, et décider ensemble.

SPIEGEL : Monsieur Fischer, il y a 13 ans, dans un discours très remarqué, vous aviez appelé à des « États-Unis d'Europe ». Y croyez-vous encore ?

J. Fischer : Oui. À quoi voulons-nous sinon aboutir ? J'aime ce concept car il est provocateur. Naturellement, nous ne sommes pas les États-Unis d'Amérique, nos États ont une histoire très ancienne, ce qui les rend forts. Mais nous avons déjà beaucoup avancé. L'Allemagne et la France et tous les autres ne mènent désormais que dans une faible mesure une politique nationale autonome. Les chefs d'État et de gouvernement de la zone euro constituent déjà aujourd'hui, dans les faits, le gouvernement économique de l'Europe. C'est une avancée incroyable.

J. Delors : Je me suis toujours interrogé sur la manière de créer une union dans la diversité. Je n'ai jamais cru que les nations allaient disparaître. Les liens avec sa propre nation ont même tendance à se renforcer avec la mondialisation. Les mouvements populistes gagnent en

importance, même dans un pays aussi européen que les Pays-Bas. Je pense à une fédération d'États-nations, au sein de laquelle les décisions se prendraient à la majorité qualifiée. Cela me semble être la méthode la plus appropriée, au lieu des longues nuits fatigantes de débats au sein du Conseil européen pour aboutir à des compromis.

J. Fischer : Nous ne devons pas nous rapprocher pour devenir identiques. Regardez la Suisse, où l'on trouve des germanophones, des francophones et des italophones. Cela n'a pas changé leurs spécificités culturelles propres. L'Europe ne signifie pas que nous allons devenir un grand *melting pot*. Les Allemands resteront les Allemands et les Français les Français. *Vive la différence*, au sein d'une souveraineté commune !

SPIEGEL : Lors de la signature du traité de l'Élysée, les deux pays avaient des arrière-pensées différentes : Adenauer voulait arrimer l'Allemagne à l'Ouest et de Gaulle voulait créer un bloc contre les États-Unis et le Royaume-Uni. De telles divergences d'objectifs n'ont-elles pas influencé, depuis des décennies, les relations franco-allemandes ?

J. Fischer : Voyez comme ces arrière-pensées sont insignifiantes. Le traité de l'Élysée en est l'exemple type. Il a permis la réconciliation franco-allemande, qui a servi de base à la construction européenne. Il y a quelques années, j'avais demandé à l'ancien secrétaire d'État aux Affaires européennes Bruno Le Maire : « Lorsque vous parlez de nous les Allemands au gouvernement, qu'est-ce qui vous agace le plus ? » Il avait répondu : « Vous voulez toujours tout décider ». J'avais alors éclaté de rire et répondu : « C'est exactement ce que nous pensons des Français ! » Il y a là beaucoup de vérité, cela ne changera jamais, et cela ne doit pas changer. Si la relation franco-allemande fonctionne, c'est qu'elle repose précisément sur cette altérité, qui permet ensuite de parvenir à des compromis très productifs.

J. Delors : L'amitié ne doit pas être un voile sentimental, qui fait miroiter à nos concitoyens que nous allons de l'avant. J'ai trop souvent vécu l'expérience qu'un chancelier allemand et un président français faisaient croire à la grande amitié à leurs citoyens. Mais une amitié sincère autorise aussi les différences, et nous devons les accepter. Nous ne pouvons pas avoir le même système de retraite si la démographie d'un des pays est plus forte que dans l'autre. Nous ne devons pas tout mettre au pas. Mais il existe trop peu d'échanges entre nos pays. Nous devons discuter davantage de nos critiques réciproques.

SPIEGEL : Vous appelez à mettre fin à l'hypocrisie ?

J. Delors : Lors des commémorations de cette semaine, je souhaite que nous ne nous arrêtons pas au sentimentalisme. Il faut en finir avec les accolades, la choucroute et les bières bues ensemble. J'espère que les deux pays se rendront à la raison. Ils doivent montrer la voie pour améliorer les choses. Mais avant tout, nous ne devons pas oublier les autres États, comme cela a été le cas durant les trois dernières années de la crise. La coopération franco-allemande est nécessaire mais pas suffisante.

J. Fischer : Le traité de l'Élysée a été un événement marquant et nous devons le célébrer tranquillement. Quand j'étais plus jeune, j'étais enfant de chœur. Lors des grands-messes, j'étais transporté lorsqu'on chantait le *Te Deum*. Sinon, j'avais mal aux genoux et au dos, et c'était particulièrement ennuyeux, surtout les sermons. De la commémoration, je n'attends donc pas beaucoup pour les relations quotidiennes entre les deux pays, mais j'ai de grandes attentes concernant le futur.

J. Delors : En tant que catholique, je vous dis une chose : une grand-messe sans croyance ne vaut pas.

SPIEGEL : Monsieur Delors, Monsieur Fischer, nous vous remercions pour cet entretien.

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • *Notre Europe - Institut Jacques Delors* ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Traduction à partir de l'allemand : Mathilde Durand • © *Notre Europe - Institut Jacques Delors*



Programme
L'Europe pour les citoyens



PREMIER
MINISTRE



Commissar
di San Paolo



MACIF